



Rapport financier trimestriel de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada pour le trimestre terminé le 30 juin 2018

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Introduction

Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le [Budget principal des dépenses](#). Il a été préparé par la direction, tel qu'exigé par l'article 65.1 de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#) et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Il n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

Autorisations, mandat et activités de programme

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a le mandat de « promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien et de faire valoir les intérêts de cette région lors de l'élaboration et de la mise en œuvre d'orientations, de programmes et d'opérations dans le cadre de la politique économique nationale ».

Plus d'informations à propos des autorisations, du mandat et des activités de programme de DEO sont présentées dans le [Plan ministériel](#) et le Budget principal des dépenses.

Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du Ministère accordées par le Parlement et utilisées par le Ministère, conformément au Budget principal des dépenses pour l'exercice 2018-2019. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Le Ministère utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Structure financière

Les dépenses de DEO sont réparties sous deux crédits :



- Crédit 1 – Les dépenses de fonctionnement nettes comprennent les salaires et les autres coûts de fonctionnement (p. ex. le transport et les communications; les services professionnels et spéciaux).
- Crédit 5 – Les subventions et contributions comprennent tous les paiements de transfert.

Les autorisations législatives budgétaires représentent les paiements effectués en vertu de la législation approuvée par le Parlement, et incluent des éléments comme la part assumée par le gouvernement du Canada dans les régimes d'avantages sociaux des employés et d'autres éléments mineurs.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

La section suivante met en évidence les changements importants aux résultats trimestriels en date du 30 juin 2018.

État des autorisations : Crédit 1 – dépenses de fonctionnement nettes

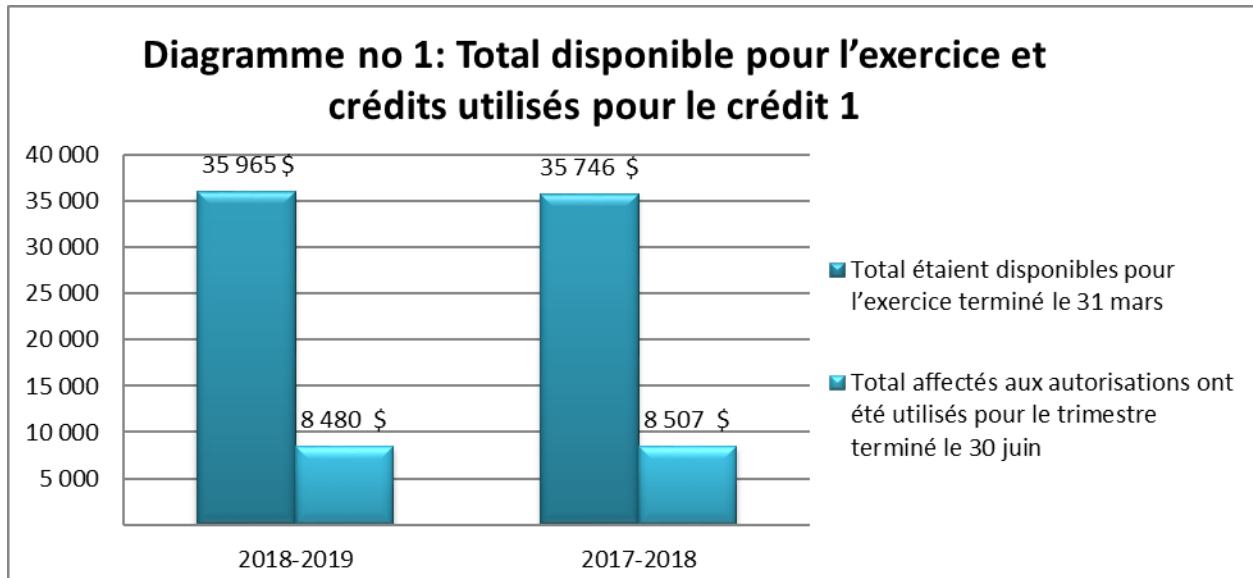
Pour l'exercice 2018-2019, les sommes affectées aux autorisations s'élèvent à 36,0 millions de dollars, soit une augmentation nette de 0,3 million de dollars, ou 1 %, par rapport à la somme de 35,7 millions de dollars pour l'exercice 2017-2018. La hausse nette est liée au versement des salaires au titre des nouvelles conventions collectives.

Les sommes utilisées demeurent inchangées par rapport au 30 juin 2017, atteignant 8,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2018. Une hausse des salaires en 2018 découlant des conventions collectives est compensée par les paiements de salaires rétroactifs pour 2017.



Le diagramme 1 illustre le total des autorisations disponibles pour l'exercice et les sommes utilisées à la fin du trimestre.

(en milliers de dollars)



État des autorisations : Crédit 5 – subventions et contributions

Pour l'exercice 2018-2019, les sommes affectées aux autorisations s'élèvent à 109,8 millions de dollars, soit une diminution nette de 63,4 millions de dollars, ou 37 %, par rapport à la somme de 173,2 millions de dollars pour l'exercice 2017-2018. La diminution nette est attribuable :

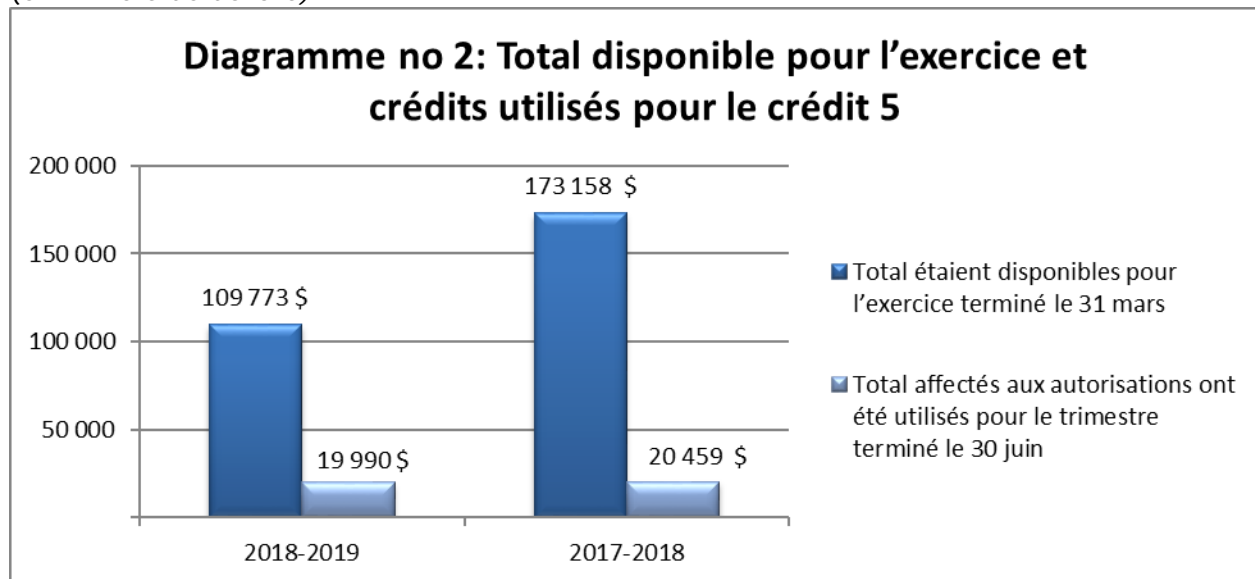
- à une augmentation de 5,0 millions de dollars par rapport au budget de 2017 pour l'amélioration du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest;
- à une diminution de 46,2 millions de dollars pour l'exécution du Programme d'infrastructure communautaire de Canada 150;
- à une diminution de 11,6 millions de dollars pour l'exécution du Programme de mesures d'allègement des droits antidumping sur les plaques de plâtre;
- à une diminution de 6,0 millions de dollars pour la Fondation Rick Hansen;
- à une diminution de 4,5 millions de dollars par rapport à un transfert unique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada à la Cattlemen's Association;
- à une diminution de 0,1 million de dollars des fonds destinés à l'Initiative de développement économique.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, les sommes utilisées aux fins des autorisations ont diminué, passant à 20,0 millions de dollars; elles étaient de 20,5 millions de dollars au 30 juin 2017. Cette diminution de 0,5 million de dollars, ou 2 %, s'explique principalement par l'exécution du Programme d'infrastructure communautaire de Canada 150 et les écarts dans le traitement des demandes de remboursement de nombreux programmes de paiements de transfert.



Le diagramme 2 illustre le total des autorisations disponibles pour l'exercice et les sommes utilisées à la fin du trimestre.

(en milliers de dollars)



État des autorisations : autorisations législatives budgétaires

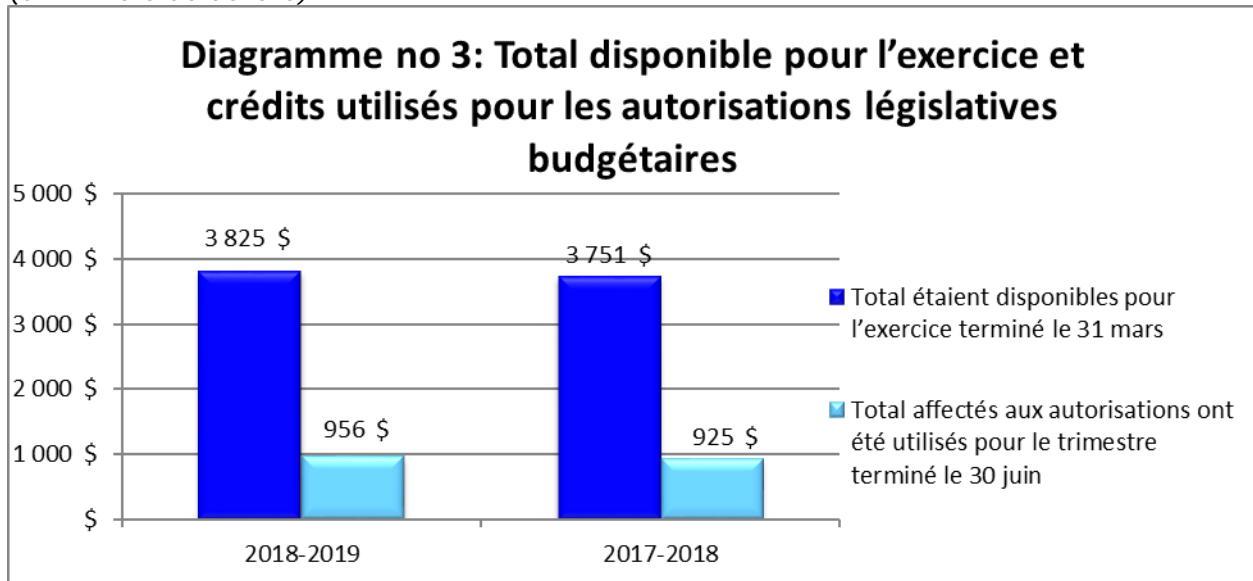
Les autorisations législatives budgétaires disponibles pour l'exercice 2018-2019 demeurent inchangées, atteignant 3,8 millions de dollars sans écart important par rapport à l'exercice 2017-2018.

Il n'y a aucun écart important des autorisations législatives budgétaires utilisées durant la période visée par le présent rapport en comparaison avec l'exercice précédent.

Le diagramme 3 illustre le total des autorisations disponibles pour l'exercice et les autorisations utilisées à la fin du trimestre.



(en milliers de dollars)

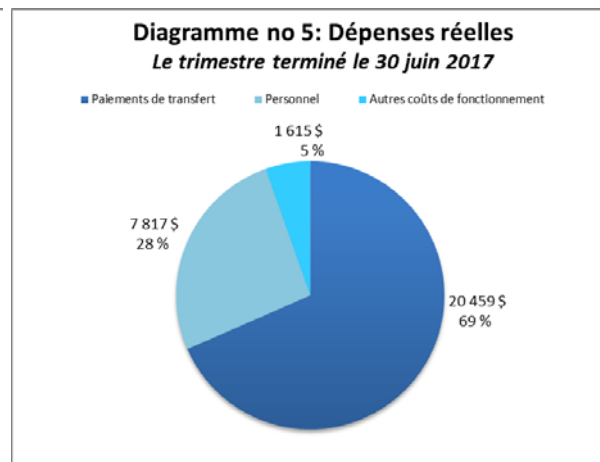
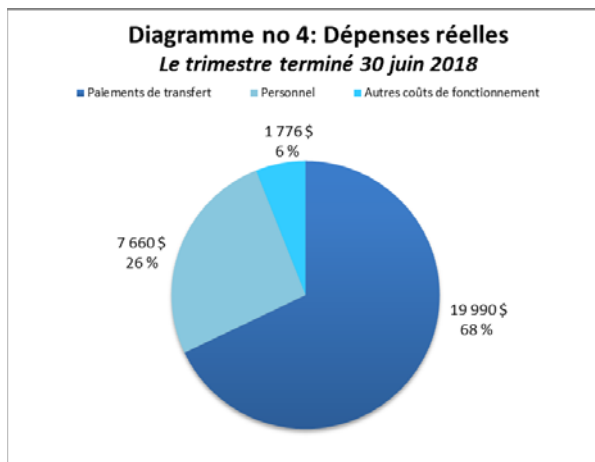


État des dépenses ministérielles budgétaires par article courant

Les dépenses par article courant pour le trimestre terminé le 30 juin 2018 s'élevaient à 29,4 millions de dollars, soit une diminution de 0,5 million de dollars, ou 2 %; elles étaient de 29,9 millions de dollars au 30 juin 2017. Les dépenses sont demeurées stables par rapport à l'exercice précédent. L'écart est attribuable à l'exécution du Programme d'infrastructure communautaire de Canada 150, à l'augmentation des paiements salariaux et à la diminution des paiements salariaux rétroactifs, ainsi qu'aux écarts temporaires dans le traitement des demandes de remboursement de divers programmes de paiements de transfert. De plus amples renseignements se trouvent dans la section État des autorisations, Crédit 1 et Crédit 5 ci-dessus.

Les diagrammes 4 et 5 illustrent les dépenses réelles à la fin du trimestre.

(en milliers de dollars)





Risques et incertitudes

Le Ministère gère l'affectation de ressources dans un cadre bien défini de responsabilisation, de politiques et de procédures comprenant un système approprié de budgets, de rapports et d'autres contrôles internes pour gérer ses activités dans les limites des ressources disponibles et des autorisations parlementaires. En outre, DEO réalise chaque année un exercice d'évaluation des risques dans le cadre de son approche globale de gestion des risques. DEO n'a pas cerné de risques financiers important dans son évaluation du risque annuelle.

Le Ministère maintient ses processus de gestion financière pour assurer l'efficacité de la gestion budgétaire. Des processus sont en place pour évaluer l'impact des changements aux calendriers d'exécution des projets et du processus de prévision des besoins de financement sur plusieurs années. Le processus décisionnel facilite la réaffectation des ressources financières à des initiatives prioritaires.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Il n'y a pas de changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes pour cette période de rapport.

Approbation de la haute direction

Approuvé par :

Original signé par :

Jim Saunderson
A/Sous-ministre

Edmonton, Canada
Date : Le 10 août 2018

Original signé par :

Kathy Mattern
A/Dirigeante principale des finances



État des autorisations (non vérifié)

Exercice 2018-2019 (en milliers de dollars)

Autorisations	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement nettes	35 965 \$	8 480 \$	8 480 \$
Crédit 5 – Subventions et contributions	109 773	19 990	19 990
Autorisations législatives budgétaires	3 825	956	956
Autorisations budgétaires totales	149 563 \$	29 426 \$	29 426 \$

Exercice 2017-2018 (en milliers de dollars)

Autorisations	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement nettes	35 746 \$	8 507 \$	8 507 \$
Crédit 5 – Subventions et contributions	173 158	20 459	20 459
Autorisations législatives budgétaires	3 751	925	925
Autorisations budgétaires totales	212 655 \$	29 891 \$	29 891 \$

* N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.



Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié)

Exercice 2018-2019 (en milliers de dollars)

Dépenses	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2019*	Dépenses durant le trimestre terminé le 30 juin 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Personnel	28 990 \$	7 660 \$	7 660 \$
Transports et communications	1 611	249	249
Information	301	37	37
Services professionnels et spéciaux	6 772	1 098	1 098
Location	893	156	156
Services de réparation et entretien		-	-
Services publics, fournitures et approvisionnements		10	10
Acquisition de matériel et d'outillage	672	30	30
Paiements de transfert	109 773	19 990	19 990
Autres subventions et paiements	-	196	196
Dépenses budgétaires nettes totales	149 563 \$	29 426 \$	29 426 \$



Exercice 2017-2018 (en milliers de dollars)

Dépenses	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2018*	Dépenses durant le trimestre terminé le 30 juin 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Personnel	28 674 \$	7 817 \$	7 817 \$
Transports et communications	1 434	176	176
Information	367	21	21
Services professionnels et spéciaux	6 448	1 199	1 199
Location	1 039	83	83
Services de réparation et entretien	372	1	1
Services publics, fournitures et approvisionnements	260	12	12
Acquisition de matériel et d'outillage	903	29	29
Paiements de transfert	173 158	20 459	20 459
Autres subventions et paiements	-	94	94
Dépenses budgétaires nettes totales	212 655 \$	29 891 \$	29 891 \$

*N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.